

Patrick Karam : “De plus en plus d’Antillais dans la mouvance islamique”

ÉCRIT PAR LA RÉDACTION

16 janvier 2015

TOUS CONCERNES

Le président du conseil représentatif des Français d’outre-mer (CREFOM) est aussi président de la coordination des chrétiens d’Orient en danger (CHREDO). Bien informé des différentes mouvances islamiques, il indique que si l’on ne fait rien, le cycle d’attentats terroristes n’est pas prêt de s’arrêter.

Patrick Karam : Le pire est à venir. Ce sont les informations dont je dispose qui m’autorisent à dire cela. En tant que président de la coordination des chrétiens d’Orient en danger, je suis renseigné par les Organisations non gouvernementales (ONG) qui sont établies en Syrie, en Libye ou encore en Irak. Nous avons informé les pouvoirs publics sur le nombre potentiel de djihadistes en France. Les chiffres officiels annoncent 1 200. Selon nos informations il faudrait plutôt en compter 2 500. Nos réseaux de renseignement sont sur place et donc au contact de la réalité. Lorsque c’était essentiellement Al-Qaïda qui était concerné, il n’y avait que quelques dizaines de personnes partis au Yémen, au Pakistan ou en Afghanistan qui étaient susceptibles d’être radicalisées. Mais aujourd’hui, depuis l’avènement de l’organisation de l’État islamique (Daesh) c’est devenu un phénomène de masse ou presque. Les 1 200 dont parlent les autorités sont ceux qui ont été repérés, mais il y en a beaucoup d’autres. Sur ces 1 200, 400 sont déjà revenus en France et ils ont été repérés dans 5 départements. 20 % sont des Français de souche, convertis à l’islam radical. Plus grave et cela nous concerne au premier chef, parmi ces 20 %, il y a de plus en plus de Guadeloupéens, de Martiniquais, de Comoriens... Tous les milieux, toutes les catégories sociales sont concernées.

Le Courrier de Guadeloupe : Vous pensez vraiment qu’il y a un

nombre significatif d'Antillais dans cette mouvance ?

P.K. : Je suis formel. Le premier attentat suicide qui s'est déroulé en Irak après la prise de Mossoul en août 2014, a été perpétré par un jeune martiniquais de 19 ans. Il s'est fait exploser au milieu d'innocents. Ceux qui comme lui appartiennent à la mouvance Daesh seront les plus dangereux lorsqu'ils reviendront. L'État islamique leur demandera d'organiser des attentats suicides. Il y aura une surenchère entre les deux organisations Al-Qaïda et Daesh. Pour l'heure, la plupart de ceux qui sont déjà revenus du Yémen ou du Pakistan et qui sont de la mouvance Al-Qaïda n'ont pas vraiment combattu. Ce qui n'est pas le cas de ceux qui sont enrôlés par Daesh. Eux, ils sont dans des groupes opérationnels, rompus à ce qu'ils appellent leur guerre sainte. Il y a même deux brigades francophones. L'une en Syrie et l'autre en Irak. Ce sont ceux-là les plus dangereux. Ils sont entraînés à devenir des spécialistes de la barbarie. Habitués à tuer, à violer. Ils reviendront en France mandaté par l'État islamique. Par ailleurs, l'État islamique fait de la propagande, recrute des gens de plus en plus jeunes. Des gens qui ont perdu tout repère, qui sont abandonnés dans nos banlieues. Les Antillais touchés par le phénomène sont en quête d'un père et sont noyés dans leur mal-être personnel. Daesh ou Al-Qaïda leur propose d'épouser une cause, un idéal, un stage pour apprendre à faire la guerre. Chez les esprits les plus faibles ça fait mouche.

LCG : Vous semblez dire que nous sommes lancés dans une spirale infernale...

P.K. : Je vous répète le pire est à venir. Et on aura à subir ce phénomène longtemps si on n'agit pas en amont. Dans les attentats contre Charlie Hebdo le 7 janvier, la policière de Montrouge le 8 janvier, l'hypermarché cacher le 9 janvier, c'est Al-Qaïda qui a frappé. Mais aujourd'hui, l'État islamique qui lui fait concurrence est bien plus fort et plus dangereux. Daesh dispose de trente mille soldats. Ils ont des armes lourdes. En rentrant à Mossoul en Irak en juin 2014, Daesh a récupéré un pactole de trois milliards de dollars, des puits de pétrole. Ils en vendent. Ils rackettent, ils lèvent l'impôt. Aujourd'hui l'État islamique contrôle 40 % du territoire irakien et près de 30 % de la Syrie. Si la communauté internationale attend avant d'agir, on y est pour de longues années encore.

LCG : À votre avis il faut une intervention internationale mais celle-ci ne semble pas du tout se dessiner.

P.K. : Non, hélas ! Pourtant c'est la seule solution. Il faut frapper cette mouvance à la tête. Nos dirigeants, les États-Unis en tête, jouent les vierges effarouchées. Nous devrions nous appuyer sur l'Iran pour combattre le fléau en Irak. Mais on ne le fait pas parce qu'on veut d'abord mettre l'Iran en string quant à sa politique nucléaire. En Syrie on pratique la même neutralité entre Daesh et Bachar el Assad, alors qu'entre deux maux, il aurait fallu choisir le moindre. Car, il faut se faire à l'idée que l'opposition à Bachar en Syrie ne vaut plus rien aujourd'hui. Elle a été mangée par Daesh. En Égypte aussi, on fait la fine bouche et on a commencé à critiquer la politique du président égyptien Al Sissi. Or, il connaît bien le sujet. Il sait comment agir pour maîtriser les extrémistes frères musulmans. Il faut déployer aussi une autre diplomatie à l'égard de la Turquie et la mettre devant ses responsabilités. La Turquie est membre de l'Otan mais joue double jeu. Les Occidentaux qui vont rejoindre Daesh passent par la Turquie. Or, ce pays à un service de renseignement très efficace et très organisé. Ils savent qui va et qui vient. Ils laissent passer. Ils ferment également les yeux sur les trafics de vente de pétrole venu d'Irak et dont tire profit l'État islamique.

LCG : Quelle forme doit prendre cette intervention, armée ?

P.K. Mais absolument. Il faut une intervention militaire menée par une coalition des pays arabes en Syrie et en Irak. Une intervention au sol appuyée par les pays occidentaux. Car si Bachar tombe les islamistes prennent toute la Syrie. Il faut prendre des décisions courageuses. J'ajoute que si rien n'est fait pour éradiquer l'État islamique, la première communauté qui sera le plus grandement en danger en France, c'est la communauté musulmane.

CHRONOLOGIE DES ATTENTATS DE JANVIER 2015

Charlie Hebdo, Montrouge, Vincennes...

Les massacres de Charlie Hebdo, de Montrouge et du magasin Hyper

cacher, ont fait 17 victimes. Les frères Kouachi et Amédy Coulibaly, les auteurs des massacres, sont morts abattus par les forces de l'ordre. Retour sur les faits, point par point.

Charlie Hebdo, mercredi 7 janvier à 11 h 20

Chérif et Saïd Kouachi, armés de kalachnikov, font irruption dans les locaux de l'hebdomadaire satirique Charlie Hebdo, à Paris (11e arrondissement). Là sont réunis, comme tous les mercredis, les membres de la rédaction. Avant dans le hall d'entrée du bâtiment, les deux frères ont déjà fait une première victime, Frédéric Boisseau agent de maintenance. Dans les bureaux, selon le témoignage livré au journal Le Monde par l'une des survivantes Sigolène Vinson, ils crient "*Allahou Akbar !*" et "*Où est Charb ?*", puis tuent un à un les journalistes et chroniqueurs : Charb, Cabu, Elsa Cayat, Honoré, Bernard Maris, Mustapha Ourrad, Wolinski, Tignous. Le créateur du festival Rendez-vous du Carnet de voyage, Michel Renaud, monté à Paris pour remettre des dessins à Cabu et Franck Brinsolaro, brigadier de police chargé de la sécurité de Charb le directeur de la publication, sont tués aussi.

Les deux hommes prennent alors la fuite, tombent nez à nez avec un policier de la brigade VTT de l'arrondissement, Ahmed Merabet. Ce dernier est blessé puis tué à bout portant à même le sol. Vendredi 9 janvier, les frères Kouachi sont retranchés dans une imprimerie de Dammarin-en-Goël (Seine-et-Marne) où ils détiennent un temps un otage. Les forces d'élite lancent l'assaut au cours duquel les deux terroristes trouvent la mort.

Montrouge, jeudi 8 janvier vers 7 h 15

Une fusillade éclate dans le quartier de Montrouge, à Paris (18e arrondissement). Une jeune policière d'origine martiniquaise, Clarissa Jean-Philippe, est tuée. Son assassin, Amédy Coulibaly, prend la fuite. Il est connu des services anti-terroristes pour être un proche des frères Kouachi, les auteurs de l'attentat à Charlie Hebdo. Vendredi 9 janvier vers 13 heures, Amédy Coulibaly se rend dans le magasin Hyper cacher, à Porte de Vincennes. Selon le témoignage d'un otage rapporté par le journal l'indépendant il a dit "*qu'il avait été obligé de passer plus vite que prévu à l'attaque du supermarché car l'étau policier se resserrait autour*

de lui ". Les forces de l'ordre lancent l'assaut au cours duquel Amédy Coulibaly meurt. Il a eu le temps d'abattre quatre de ses otages. Son épouse, Hayat Boumeddiene, est visée par un avis de recherche international pour son éventuelle implication dans les attentats perpétrés par Amédy Coulibaly.

LES CHIFFRES

Une marche républicaine historique

1,5 millions : c'est environ le nombre de participants à la marche républicaine de Paris, dimanche 11 janvier. Le ministère de l'Intérieur a déclaré ne pas pouvoir effectuer un comptage plus précis tant la foule était importante.

4 millions : partout en France, les citoyens sont descendus dans la rue pour rendre hommage aux 17 victimes de la série d'attentat qui ont endeuillé la France les 7, 8 et 9 janvier. Sur l'ensemble du territoire, près de 4 millions de manifestants ont été comptabilisé : 300 000 à Lyon, 140 000 à Bordeaux, 125 000 à Rennes etc.

50 : Les dirigeants d'une cinquantaine de pays ont fait le déplacement jusqu'à Paris, dimanche 11 janvier, pour prendre part à la marche républicaine au côté du président français François Hollande. L'Allemande Angela Merkel, le Britannique David Cameron, l'Israélien Benyamin Nétanyahou, le Palestinien Mahmoud Abbas, Abdullah II roi de Jordanie...

ALERTE ROUGE

L'inaudible sonnette d'alarme

Après les massacres, les Français tombent des nues. Comment cela a-t-il pu arriver ? L'alerte avait pourtant été donnée depuis de longs mois...

" Plusieurs projets d'attentats ont été déjoués en France ", annonce en octobre 2014 Manuel Valls. Le Premier ministre explique que les services de police et de renseignement ont aussi empêché le départ de plusieurs

candidats vers le djihad au Moyen-Orient. Il montre ainsi que la France est une cible prioritaire pour les organisations islamistes, particulièrement depuis son engagement dans la guerre contre l'organisation État islamique. *“ Il ne s’agit pas de faire peur ”*, a-t-il ajouté, mais que *“ nos concitoyens et nos élus soient pleinement conscients de cette menace ”*.

La presse quant à elle fait état des risques à longueur d'articles. En septembre 2014, à la suite de plusieurs coups de filets dans les milieux intégristes, L'Express publie un important dossier sur le démantèlement des filières terroristes, et montre que ces arrestations ne sont qu'une goutte d'eau par rapport à la multiplication des apprentis djihadistes. En juin, Le Figaro expose à quel point la propagande de l'organisation État islamique se modernise jusqu'à utiliser les codes des grosses productions hollywoodiennes.

Le cauchemar du djihad individuel

En octobre L'Obs raconte l'histoire glaçante de Léa, 14 ans, qui s'est radicalisée seule, dans sa chambre, à l'insu de sa famille, devant son ordinateur et avec son téléphone portable, abreuvée par les réseaux sociaux, les discours intégristes et les vidéos en ligne. Le djihad individuel, indétectable, est le cauchemar des services de renseignement. En octobre 2013, Le Monde publie l'histoire d'une jeune femme de 24 ans qui a spontanément proposé ses services à Al-Qaida, sans formation préalable ni signe de dérive. Le 11 décembre 2014, le quotidien consacre un long article à la radicalisation des jeunes européens.

Avant la tuerie de Charlie Hebdo, la dernière attaque meurtrière en France avait été l'équipée sauvage de Mohamed Merah en mars 2012. Le jeune homme de 23 ans avait abattu de sang-froid trois militaires et trois enfants de confession juive à Toulouse et Montauban. Avant cela, il faut remonter à 1995 et aux attentats à la bombe de la station de RER Saint-Michel, à Paris, qui ont fait 8 morts et plus de 200 blessés.

EN PREMIÈRE LIGNE

Historiques des attaques contre les médias

Dans les années 80, les journaux d'extrême droite Minute et Le Choc du mois sont visés à l'explosif. En 1987 un attentat à l'explosif vise Jeune Afrique. Dans les années 90, une explosion endommage Libération, et une autre Corse-Matin. Au dernier trimestre de 2004, le quotidien communiste L'Humanité subit trois tentatives d'incendie. Corse-Matin est à nouveau frappé en 2011, quelques mois avant la destruction du siège de Charlie Hebdo par un incendie. En 2013, un homme menace un rédacteur en chef de BFMTV, puis 3 jours plus tard blesse grièvement un assistant photographe en tirant au fusil dans le hall d'entrée de Libération.

UN VRAI FAUX TERRORISTE GUADELOUPÉEN

Il a été jugé avec les auteurs des attentats

Teddy Valcy commence sa carrière dans le grand banditisme en Guadeloupe et est condamné en 2002 à dix ans de prison par les assises de Basse-Terre. Après plusieurs évasions, il est incarcéré à Clairvaux, où il fait la connaissance de personnes liées de près ou de loin à l'attentat du RER C en 1995 et à un projet d'attentat contre l'ambassade des États-Unis à Paris. Il est arrêté en mai 2010 chez lui en région parisienne, alors qu'il dort avec une kalachnikov chargée à bout de bras. Sans compter une cagoule, des fumigènes et de la corde... Devant le tribunal correctionnel de Paris, où il comparaît en novembre 2013 avec Chérif Kouachi, auteur de la tuerie à Charlie Hebdo et Amédy Coulibaly, assassin d'une policière et de quatre otages, il a dit qu'il préparait bien un coup, mais de droit commun. Ses vidéos où il apparaît en djihadiste armé ? C'est parce qu'il aime se déguiser, et en plus il est avec son chat, un terroriste ne se filme pas avec son chat, s'amuse-t-il. Les textes de Ben Laden trouvés chez lui ? Bah, c'est une forme de culture et il lit aussi Michel Onfray. Moyennant quoi, il est relaxé de l'accusation de " *connexité avec une entreprise terroriste* ". Condamné à neuf ans de prison sans période de sûreté, il serait éligible à une libération conditionnelle en... mai 2015.

MARCHE RÉPUBLICaine

La Guadeloupe aussi est Charlie

La Guadeloupe a elle aussi défilé dimanche 11 janvier sur le slogan "*Je suis Charlie*". Ils étaient nombreux à arborer un tee-shirt floqué Je suis Charlie ou Nou sé Charlie. Même si les estimations oscillent entre trois mille et dix mille manifestants dans les rues de Pointe-à-Pitre. En tête du défilé plusieurs élus : Jacques Bangou, Victorin Lurel, Éric Jalton, Marie-Luce Penchard, Christian Baptiste, Ary Chalus, Jean-Claude Lombion, Claudine Bajazet, Hélène Vainqueur, et de nombreux conseillers municipaux ou généraux. Partis de la Place des martyrs de la liberté devant la mairie de Pointe-à-Pitre, les manifestants ont emprunté la rue Frébault, contourné la Place de la victoire par la Darse, avant de remonter la rue du Commandant Mortenol et de regagner le parvis de l'hôtel de ville. Là quelques élus ont pris la parole, Ary Chalus, Jacques Bangou, Éric Jalton, Jean-Claude Lombion. Eddy Nedelkovski journaliste à Guadeloupe 1ère a martelé son engagement à la liberté. Liberté d'expression, liberté d'informer, liberté de penser, liberté tout court avant de stigmatiser l'autocensure. Mais le plus émouvant fut le témoignage d'une ancienne collègue des dessinateurs de Charlie hebdo assassinés. Submergée par l'émotion et la douleur elle a surtout remercié au nom de ses anciens camarades "*Cabu qui apportait le café tous les matins*" et "*Charb très gentil*", la foule qui avait fait le déplacement.

Une émotion pas si unanime

L'attentat perpétré par trois djihadistes et causant la mort de 17 personnes a connu un retentissement dans le monde entier, notamment par les réseaux sociaux. Derrière l'élan de soutien contre la barbarie, un autre mouvement haineux s'est développé.

Sur Twitter, en réponse au "*Je suis Charlie*" recueillant près de 4 millions de tweets, un autre slogan s'est propagé. Des messages haineux, à l'instar de "*je suis Kouachi*" ou "*je suis Coulibaly*", du nom des auteurs de l'attaque contre Charlie Hebdo et de la prise d'otages de la porte de Vincennes, se sont essaimés sur le Web depuis vendredi. Deux jours auparavant, le slogan "*je ne suis pas Charlie*" était diffusé sur Internet, principalement de la part de twittos prônant un islam rigoriste. Une page Facebook a même été créée et likée par près de 31 000 personnes. Dans

l'en-tête de cette page, l'inscription "Je ne suis pas Charlie. Je suis la Palestine qui se fait voler. Je suis la Syrie qui se fait bombarder... Je suis l'Afrique qui meurt de faim et massacres... Mais je ne suis pas l'islamophobe Charlie qui a insulté ma religion, mon livre sacré et mon prophète".

Et Jean-Marie le Pen de déclarer : "moi, je suis désolé, je ne suis pas Charlie" tout en déplorant la mort de "douze compatriotes". Des internautes ont moins de scrupules. Sur le site de micro-blogging, beaucoup d'utilisateurs se sont exprimés pour dire qu'ils ne partageaient pas le deuil national. Et pire, le jour de l'attaque, des messages félicitent l'action des terroristes, et suscitent polémique. On peut retrouver des tweets comme "Charlie hebdo a été attaqué... ça fait ni chaud ni froid. C'est bien fait même. On récolte ce que l'on sème" ou encore "Je veux pas faire le taliban mais c'est bien pour Charlie Hebdo ils font que provoquer tout le monde".

UN VOILE SUR LA TOILE

Internet, première porte de radicalisation des djihadistes

Avec les prisons, Internet est devenu le canal favori des organisations comme Al-Qaïda ou encore Daesh (acronyme arabe de l'État Islamique) pour recruter. Des Antillais mordent aussi à l'hameçon.

À la recherche de nouveaux adeptes, les radicaux islamistes investissent peu à peu les forums de discussions à caractère religieux ou communautaires, en disséminant des liens vers des sites extrémistes. Le web constitue ainsi l'une des principales portes d'entrée des djihadistes. Un système efficace, car les réseaux terroristes s'appuient sur des individus victimes d'exclusion sociale ou parfois professionnelle et mis au ban de la société pour construire sa nouvelle force. Ces néo - terroristes s'abreuvent sur le web où les prêches les plus radicaux font légion. Les individus ainsi auto-radicalisés, également appelés " loups solitaires " ont une force de frappe tout aussi dangereuse que les kamikazes sur le terrain. Opérant seul et sans soutien logistique, ils décident de leur cible au dernier moment. Nous sommes loin des attentats connus sous les

années 2000, nécessitant une préparation de longue date. Le 27 avril 2013, Alexandre Dhaussy, âgé de 22 ans, agresse au couteau un militaire dans le quartier de la Défense. Inconnu des services de renseignements, né dans l'Hexagone de parents d'origine réunionnaise, catholique, de père ingénieur, il avait expliqué son geste “ *au nom de son idéologie religieuse* ”.

Le rôle des réseaux sociaux

Esseulés, la radicalisation rapide de ces aspirants djihadistes laisse très peu de temps aux services de renseignements pour estimer leur dangerosité. L'autre chambre de résonance de la pensée islamiste, ce sont les réseaux sociaux, et plus particulièrement Twitter. Nouvel atout pour Al-Qaïda et ses différentes branches, ces moyens de communication permettent aux groupuscules intégristes de conserver leur influence sur leurs adeptes et de relier ces derniers entre eux. Ils se servent de ces réseaux comme plateforme pour diffuser des vidéos, afin de donner “ un aspect plus captivant au djihad armé ”.

ANALYSE

De quoi le terrorisme religieux est-il le nom ?

Des jeunes rongés par la haine d'une société qui les a laissés pour compte, devenus des instruments imbéciles d'une guerre effroyable contre le genre humain.

Le fanatisme religieux est plus abscons et plus nauséieux encore que celui qui se réclame seulement de l'idéologie ou de la défense d'une cause. Ici, il s'agit d'imposer à tous, du respect pour le prophète y compris à ceux qui ne l'ont jamais fréquenté ni de près ou de loin, à savoir les non musulmans. On peut s'interroger sur les autres ingrédients qui agitent cette nébuleuse terroriste. Il y aurait déjà de quoi nourrir tous les fantasmes de ceux qui crient à la guerre de civilisation avec cette spirale d'attentats dont le plus emblématique remonte au 11 septembre 2001 et à la destruction des deux tours jumelles du World Trade Center de New-York (près de trois mille morts tout de même). On connaît aussi les

commanditaires officiels de ces actes abominables Al-Qaïda et Daesh. Enfin on sait d'où viennent les kamikazes adeptes à l'attentat suicide. Au début, c'étaient les ressortissants de l'immigration. On sait désormais que des Français de souche, des Antillais aussi, sont recrutés. On a vite fait de les considérer comme fous. Fous d'Allah, fous de Mahomet, fous barbares. Sauf que les Mérah, Coulibaly ou Kouachi sont tout sauf des aliénés au sens médical du terme. Ce sont des jeunes hommes et des jeunes femmes rongés par la haine d'une société qui les a laissés pour compte. La frustration leur tient lieu de quotidien. Ils sont en difficulté psycho-sociale et ils sont surtout un terreau fertile sur lequel vont pouvoir se développer le fanatisme le plus imbécile, le plus abject et le plus sanglant. Guerre de civilisation ? Il faut voir ! Avant l'entrée en scène de Daesh, qui finançait Al-Qaïda ? N'est-ce pas le Koweït, le Qatar et tous les émirats qui regorgent de pétrole ? Autant qu'on sache la manne financière des mouvances islamistes n'est toujours pas tarie. Les pays occidentaux, les États-Unis en tête leurs gouvernements surtout ont-ils jamais revu à la baisse leurs relations avec ces pays, où la femme est un enfant sans aucun droit, où un ouvrier, surtout lorsqu'il est étranger est corvéable à souhaits et où les châtiments corporels voire les mutilations sont pratiquées. C'est de fait une guerre où seul comptent des intérêts pécuniaires bien pesés des multinationales gloutonnes et insatiables, oui ! Ce faisant, les conséquences de cette tragédie en mouvement peuvent être considérables. C'est Boris Cyrulnik psychiatre, auteur d'importants travaux sur la résilience qui donne une analyse à faire froid dans le dos et qui doit donner à réfléchir. Le psychiatre dit ceci en substance : " *Le nazisme a commencé comme cela. Il y avait une belle société germanique très cultivée, avec une classe moyenne et supérieure très raffinée. Mais il y avait aussi une frange de laissés pour compte. C'est sur cette frange que la théorie nazie a été ensemencée. Ils étaient au départ seulement 3 % de la population à être convaincue des thèses nazies. Six ans après, 95 % de la population allemande avait adhéré à l'idéologie ou suivi le mouvement. L'inquisition qui a duré six siècles a eu recours au même procédé. On endoctrine les plus vulnérables souvent les plus démunis et on se fabrique ainsi une machine de guerre sans avoir à entretenir une armée* ". Alors, il s'agit bien d'une guerre. Mais pas de civilisation. C'est une guerre contre la liberté, contre la démocratie, et pour tout dire contre l'essence même de l'humanité. Et ce n'est pas seulement l'Occident qui est en péril. C'est tout

le genre humain.

CONTRE LA MENACE TERRORISTE

Liberté ou sécurité, faut-il choisir ?

Après le temps de l'émotion, voici le temps de l'action politique. Le gouvernement doit maintenant réagir. Une tâche pas si simple.

L'exécutif doit faire face à un nouveau défi : renforcer la sécurité d'une Nation tout en garantissant les libertés individuelles fondamentales. Car avancer dans la lutte contre le terrorisme, c'est reculer sur les libertés publiques. Votée en novembre dernier, la récente loi antiterroriste prévoit une clause d'interdiction de sortie du territoire. Cette disposition légale constitue une entrave aux principes de liberté d'aller et venir des individus. Autre liberté restreinte par ce texte, la liberté d'expression. Dans son article 9, le gouvernement est désormais habilité à bloquer des sites internet, sans décision préalable de l'autorité judiciaire. Toutefois, l'efficacité de cette dernière mesure, le filtrage par serveur de noms de domaines (DNS) reste encore à prouver. Cela dit, dans son discours prononcé à l'Assemblée nationale mardi 13 janvier, le Premier ministre a promis des mesures nouvelles mais a également indiqué que le gouvernement ne cédera pas à la précipitation.